

Le Pionnier de l'Assomption.

JOURNAL OFFICIEL DE LA PAROISSE ASSOMPTION.

Vol. XX.

NAPOLÉONVILLE, Lne., SAMEDI, 22 DECEMBRE 1877.

No. 28.

Le Pionnier.

PARAIT TOUS LES SAMEDIS.

CHARLES DUPATY, Editeur.

CONDITIONS DE D'ABONNEMENT:
Un an \$3 00
Six mois \$1 50
Un numéro 10

PAYABLE D'AVANCE.

PRIX DES ANNONCES:
Un carré de dix lignes, première insertion \$1 50
Chaque insertion suivante 75 cents.
Cartes de Profession, par an \$12 50
Annonces de Candidature 12 50

Tout avis judiciaire devra être payé le dernier jour de la publication ou le jour de la vente.

Pour lettres, journaux, échanges, &c. adressez au "PIONNIER," Napoléonville, Lne.

M. L. Fisher, éditeur de l'Indicateur, est le seul agent du Pionnier de l'Assomption à la Nouvelle-Orléans. Il est chargé de solliciter des abonnements et des annonces et d'en percevoir le prix. Son adresse est au No. 98 rue de Chartres.

Presque tous les planteurs ont cessé de rouler, ne pouvant plus obtenir du sucre de leurs cannes. Ceux qui continuent obtiennent de très maigres résultats et ne font que du sirop. Le temps s'étant maintenu au chaud, les cannes, même celles qui avaient été mises en *scind rou* de suite après les premières gelées, sont devenues riges ou sèches comme des morceaux de bois. On nous dit que nos voisins de Lafourche et de Terrebonne sont plus heureux et continuent à faire du sucre et obtiennent un assez bon rendement.

Mariés mardi, 18 de ce mois, par le Rév. Viollier, à l'Eglise St-Napoléon, M. Emile L. Hébert et Mlle Ondine Bordis, tous deux de cette paroisse.

Nos souhaits de bonheur et de prospérité au nouveau couple, qui nous a honoré d'une aimable invitation à la cérémonie nuptiale.

Voulez-vous faire un beau cadeau à un homme ou même à un enfant, le jour de la Noël, donnez-lui un bel habillement.

Si vous voulez faire une agréable surprise à une dame ou à une demoiselle, le jour de cette fête, au lieu de bouquets ou de bijoux, achetez-lui une belle pièce d'étoffe et de magnifiques rubans.

Vous pouvez vous procurer ces articles, tous frais et à très bon marché, chez M. David Levy, à Napoléonville.

Nous voici arrivés aux fêtes, à l'époque des réunions de familles et d'amis. Il faut penser à traiter ses visiteurs convenablement, si l'on ne veut être tancé d'avarice.

"Oui, mais comment faire," va-t-on nous demander, "dans un village comme le nôtre où il n'existe pas de marché?"

Tenez des chapons, des dindes, des moutons, etc., etc., et allez acheter l'assaisonnement au Ferry Store de Napoléonville. Ce magasin est pourvu de ces articles et les vend à des prix excessivement modiques.

Le Ferry Store tient aussi des légumes et des fruits en cans, fraîchement importés, qu'il est indispensable de se procurer si on désire donner un dîner complet.

Le Sénateur Eustis.

Enfin, et ce n'est pas sans peine, nous voilà donc représentés, à moitié, sinon entièrement. Nous avons un sénateur, un vrai sénateur à Washington.—Comment, dira-t-on, un seul? Est-ce qu'avec M. Eustis il n'y a pas M. Kellogg?—Oh! M. Kellogg, c'est bien un sénateur, mais pas de la Louisiane. Il a été choisi par les sénateurs républicains, non pas pour nous, — ces messieurs ne s'inquiétaient guères de nos intérêts ni de nos volontés, quand ils l'admirent, — mais pour eux-mêmes, afin de conserver dans le Sénat un semblant de majorité à leur parti.

Qu'ils se vantent d'avoir joué ce dernier tour au pays, avant de retomber pour jamais, espérons-le, dans la minorité d'où ils n'auraient jamais dû sortir; qu'ils tâchent même d'en tirer pour eux le plus de profit possible, soit, puisque, après tout, nous ne pouvons l'empêcher. Mais qu'ils ne viennent pas nous dire avec audace que c'est là notre sénateur. Cela n'est pas vrai. Notre sénateur, à nous, c'est M. Spofford. C'est celui-là qui a été nommé, sinon par nous, au moins par les autorités que nous avons choisies *ad hoc*; c'est lui seul que nous reconnaissons.

L'autre, le Kellogg en question, ce n'est que la créature d'un corps usurpateur, qui n'a jamais existé réellement, qui n'a jamais été légalement constitué, qui n'a jamais régulièrement fonctionné, qui avait par lui-même si peu de force, que, du moment où l'appui des baïonnettes étrangères à l'Etat lui ont manqué, il s'est miséramablement évaporé. Il y a mieux: au sein même de ce corps factice et illégal, cette élection du dit Kellogg a été faite sans *quorum* légal, ou, si l'on s'est procuré un *quorum* quelconque, c'est eu racolant de ci de là, trois ou quatre pauvres hères affreusement battus dans leurs districts électoraux et qui n'avaient pas d'ombre de droit à siéger dans aucune législature.

Si c'était là tout encore. Mais non. Si misérable, si ridicule que fût déjà en principe ce semblant d'élection, il a fallu, pour qu'elle devint possible, que les plus basses intrigues, que la corruption la plus éhontée se missent de la partie. Et cela est si vrai que les radicaux du Sénat, pour pouvoir admettre Kellogg parmi eux, ont été forcés de mettre la lumière sous le boisseau, d'arrêter toute enquête, d'interdire toute investigation. M. Spofford était là, la main pleine de preuves; on lui a cloué la bouche; on s'est fermé les yeux, bouché les oreilles. Et l'on avait de bonnes raisons pour cela; on savait bien que la prétendue élection de Kellogg ne résisterait pas à une minute d'examen.

Et l'on a l'impudence d'appeler cela un sénateur de la Louisiane! Pour qui donc nous prend-on? Pour des idiots dont on se moque impunément, ou pour des parais à qui toute réflexion ou toute protestation est interdite?

Nous avons donc cent fois raison de dire que jusqu'ici nous n'avons qu'un sénateur, qu'une demi-représentation au Sénat de Washington. Si l'on veut nous faire changer de langage, que

l'on nous donne M. Spofford, que nous avons nommé, que seul nous reconnaissons, et nous ferons chœurs avec eux. Quant à l'autre, c'est tout ce que l'on voudra, tout, excepté un sénateur de la Louisiane.

Parlez-nous de M. Eustis, voilà un sénateur. On sait d'où il vient, comment et par qui il a été nommé. Et pourtant combien de temps l'a-t-on fait attendre à la porte du Congrès? par combien d'épreuves l'a-t-on fait passer? N'a-t-on pas vu nous ne savons combien de temps se jeter à la traverse un Pinchback, un homme dont ne voalaient pas parmi eux ceux-là même qui parlaient si cavalièrement de ses droits, dont on ne se servait que comme d'un épouvantail pour tenir à l'écart le véritable titulaire, et à qui on allait jusqu'à dire: "Mon Dieu, vous tenez à la place, apparemment pour les émoluments. Eh bien, nous vous les paierons, s'il le faut; mais il n'y a pas place ici pour vous."

Et cet intrus, pour ne pas se laisser oublier, pour essayer peut-être de faire parler bien de lui — pourquoi pas? il peut même avoir cette ambition-là, l'honnête Pinchback — ne s'est-il pas avisé, au moment où, poussé dans ces derniers retranchements, le parti radical était forcé d'admettre le vrai titulaire, de jouer à l'abnégation et d'abandonner toute prétention à la place alors qu'il savait bien qu'elle lui échappait, et que tout espoir lui était à jamais enlevé.

Ah! M. Eustis a éprouvé bien des déboires, et ce dernier n'est assurément pas le moindre.

Mais, enfin, il a pris son siège, tard, bien tard, mais il l'a, et nous ne pouvons que l'en féliciter et qu'en féliciter la Louisiane.

Nous avons en M. Eustis un homme de bien et un homme de talent, un bon citoyen et un vrai Louisianais. Ce n'est pas un homme exposé à être mis un jour sur la sellette d'un tribunal, et surtout c'est un homme qui prendra à cœur les intérêts de l'Etat où il est né, et non du parti auquel il se sera vendu. Il est de plus profondément versé dans les choses de la politique générale, et spécialement dans les affaires de la Louisiane. Rien en lui de *Carpel-bagger*, qui s'est fait une patrie de circonstance, pour l'exploiter aussi longtemps qu'il pourra, mais qui ne s'enquiert ni de ses idées, ni de ses mœurs, ni de ses besoins, parce qu'il compte bien la quitter le jour où elle ne lui rapportera plus aussi gras. M. Eustis est né parmi nous, il a vécu parmi nous, il mourra parmi nous; il a consacré à son pays toutes ses énergies, toute son honnêteté, tous ses talents. Ses talents, oui, sans doute, car il est éloquent, et il peut représenter son Etat au Sénat comme MM. Ellis et Gibson, par exemple, le représentent à la Chambre. Assurément, il ne suffit pas d'avoir M. Eustis au Sénat. Il nous faudrait également M. Spofford. Mais il ne faut désespérer de rien. La place n'est pas enlevée, mais la brèche est faite. Le républicanisme est enterré chez nous; il a rendu le dernier soupir à la Chambre de Washington; il est à ses derniers moments au Sénat. Nous ne perdons pas l'espoir de voir un de ces

jours le digne collègue de M. Eustis, l'honorable Spofford, siéger à ses côtés, à la place de Kellogg évincé.

AMERIQUE ET FRANCE.

Tous les pays de souveraineté nationale, — et par le temps qui court il n'y a guères d'autre souveraineté partout où a pénétré plus ou moins la civilisation moderne, — tous ces pays se ressemblent en un point. Quand un mouvement se produit dans l'opinion publique, il est irrésistible. On a beau lutter contre ses entraînements par des intrigues politiques, par des mesures arbitraires, par des coups de force, par l'intervention des armées, il vient à bout de tous les obstacles qu'on lui oppose; et, quelque soit le pouvoir qui a la prétention de lui résister, il est, enfin de compte, obligé de lui céder. Vit-on jamais pouvoir exécutif, monarchique ou président de république, braver la volonté populaire plus que M. Grant? Après nous ne savons combien d'essais pour maîtriser cette opinion et arrêter le courant populaire, il a été obligé de céder d'abord, d'abdiquer ensuite; le troisième terme, tant convoité, a dû être abandonné par lui, et le courant auquel il obéissait, bon gré mal gré, était si puissant, qu'il lui a fallu faire contre fortune bon cœur et se retirer de bonne grâce pour n'être pas obligé de partir de force.

Le même mouvement vient de se produire en France, avec des circonstances plus graves, dans des conditions plus étonnantes, parce que de son issue dépend l'avenir de ce pays, et qu'une révolution sanglante peut en être le résultat.

Ce ne sont plus là deux partis qui ne s'entendent pas sur la façon de comprendre et de pratiquer la république, mais sont d'accord sur la forme gouvernementale elle-même. Non. D'un côté il y a des monarchistes qui voudraient renverser la république, de l'autre des républicains qui luttent désespérément pour conserver le gouvernement de leur choix.

Son, ce, cependant, tous tant qu'ils sont, des républicains féroces n'ayant d'autre foi politique que cette forme gouvernementale, et haïssant à mort la monarchie? Non, certes, pas en majorité, du moins. Ce sont en masse des gens qui ont vu tomber, l'un après l'autre, toutes les dynasties, au milieu de révolutions sanglantes, qui sont arrivés à cette persuasion que les monarchies sont toutes condamnées à périr d'impuissance après quelques années d'existence, et qu'elles aboutissent nécessairement à quelque catastrophe. Ils voient que tout autour d'eux tend à l'établissement d'une république; et, pour éviter ces catastrophes périodiques, ils ont adopté la forme républicaine qui peut bien amener des petites secousses périodiques d'une nature peu dangereuse, mais préserver la société des effroyables bouleversements qui mettent une nation à deux doigts de sa perte. En un mot, ce sont ce que l'on appelle des républicains de raison.

Or, la France, en grande majorité, après avoir épuisé toute la série des dynasties, en est arrivée là aujourd'hui. Et c'est là précisément ce que l'on veut exprimer, quand on dit que la France est centrée gauche, parce que le parti, dit centre gauche, exprime précisément cette opinion républicaine, de raison, modérée, par conséquent, et conservatrice.

A mesure que les années se succédaient, depuis 1870, la phalange républicaine grossissait au parlement; elle était arrivé à y posséder une majorité écrasante.

La minorité monarchiste qui s'effrayait de ces progrès constants de l'opinion républicaine, lesquels menaçaient de rendre à jamais impossible le retour à la royauté ou à l'empire, s'est coalisée contre cette opinion. A force d'intrigues, elle est parvenue à faire dissoudre l'assemblée, foyer de républicanisme. Le pouvoir exécutif s'est mis de la partie. Toutes les influences et les ressources administratives, immenses dans un pays constitué comme la France, ont été mises en jeu pour lutter contre le parti républicain. Rien n'y a fait. Les électeurs ont renvoyé au parlement la majorité républicaine qui en avait été chassée par le pouvoir. En fait, cette majorité est de 120, la plus forte qui existe aujourd'hui dans les deux mondes.

C'est cependant contre cette majorité, dont la puissance même est doublée par sa réélection et par sa résistance à la pression du pouvoir, qu'essaient encore de lutter le Président et la minorité monarchique. Pour ne pas céder à un pays dont il n'est en définitive que l'agent, le commis, ce Président laisse la France sans cabinet. Chose inouïe dans un pays constitué parlementairement, la France est restée pendant cinq longs mois sans pouvoir législatif, et plusieurs semaines sans ministère; les rouages du gouvernement étaient virtuellement arrêtés, la situation était devenue intolérable et ridicule.

Qui ne se souvient parmi nous du dégoût, de l'irritation qui s'étaient emparés, non pas seulement du Sud, mais du Nord et de l'Ouest, à force de voir le parti radical et le gouvernement de Washington empêcher systématiquement de se gouverner comme elle l'entendait une section qui en avait parfaitement le droit; à force de voir en pleine paix l'intervention de l'armée fédérale dans les élections du Sud. C'est ce dégoût, c'est cette irritation qui ont fini par tuer dans l'esprit du pays le parti républicain et le Président Grant. L'un a perdu sa majorité, et l'autre sa popularité.

Il en sera de même en France. Ce pays si malmené finira par se fâcher sérieusement si les mêmes intrigues se renouvellent de la part de l'exécutif.

Sans doute il ne s'agit pas d'enlever à M. McMahon un 3^eme terme qu'il convoite. Son terme est fixé d'avance; on ne lui demande pas de se retirer avant le temps voulu; on exige de lui qu'il gouverne selon le vœu du pays. Il faut qu'il mette un terme à ses entêtements, à ses idées arbitraires; qu'il ne se laisse plus guider par un faux point d'honneur et tromper par des conseillers maladroits ou perfides.

La France, qui est républicaine, qui est souveraine et maîtresse d'elle-même, a droit à se gouverner comme elle l'entend, et elle y réussira. Sa tranquillité, sa mo-

dération prouvent la force de ses convictions et la puissance qu'elle se sent posséder aujourd'hui. Sous un roi elle eut déjà fait dix émeutes; et c'est là précisément ce qui prouve la supériorité du système républicain. La lutte qui s'est produite contre ses idées, ses aspirations, ses volontés clairement exprimées, était vraiment insensée, et cependant les malheureux qui l'ont provoquée n'en ont pas été trop cruellement victimes. Ils sont bien heureux d'être en république, sous une monarchie ils auraient déjà subi le sort de Polignac et des autres ministres de Charles X. En république, ils en sont quittes tout simplement par perdre leurs portefeuilles et rentrer dans l'obscurité comme M. Grant; et le parti monarchique n'a été uniquement forcé de céder à la majorité républicaine sans secousse sérieuse; mais à une condition, toute fois, c'est qu'elle ne recommence pas à jouer ce même jeu, car la patience finirait par manquer à la nation.

Bien des gens citent à tort et à travers les Etats-Unis, en France. Qu'ils regardent bien ce qui s'y passe, et ils verront que tout chez eux pourrait se passer pacifiquement comme ici, s'ils voulaient une bonne fois s'en tenir à la forme républicaine qui règne depuis si longtemps de ce côté de l'Atlantique.

Nos remerciements à la "Ascension Hook & Ladder Co. No. 1^{er}" pour la gracieuse invitation au grand bal qu'elle doit donner samedi prochain, 29 décembre, au D. S. C. B. Hall. Ce bal est donné pour le bénéfice de cette compagnie et sera, sans nul doute, un des plus beaux qu'on ait vu depuis fort longtemps chez nos voisins de Donaldsonville, qui, cependant, ont l'habitude de faire les choses grandement pour les soirées de ce genre. Un restaurant et une bar, abondamment pourvus de mets et de rafraîchissements de choix, seront ouverts pour les personnes qui assisteront au bal. Le prix d'admission est fixé à \$1.00.

La circulaire suivante a été adressée par l'auditeur Jumel aux collecteurs de taxes de l'Etat:

Nlle Orléans, 7 décembre 1877. A — collecteur de taxe d'Etat paroisse de —

Monsieur — Il n'est pas en mon pouvoir d'arrêter la vente de propriétés pour taxes, mais en vue de la pauvreté de notre population, et croyant que la section 56 de l'acte 96, session extraordinaire de 1877, remet toutes les pénalités excepté les 20 cents pour la publication des listes de délinquants et 80¢ par an d'intérêt du 1^{er} novembre 1877, l'avocat général étant de la même opinion vous ne collecterez en aucun cas nulles autres pénalités que celles ci dessus mentionnées, et en vendant les propriétés vous ne porterez d'autres pénalités que les 20 cents et l'intérêt de 80¢ par an ci dessus mentionnés et les frais actuels, et ferez vos retours à ce bureau en conséquence.

Je suis respectueusement,
ALLEN JUMEL,
Auditeur d'E. et.

Nous lisons dans le *Meschacébé*:
Le major Léon Queyrouse a remis, au président de la Bourse du Coton, des graines de nouveau coton égyptien, regnes dernièrement à l'Athénée louisianais.